



**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 15 NOVEMBRE 2022**

Compte-rendu affiché le : 22 novembre 2022

Date de convocation du Conseil Municipal : 8 novembre 2022

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 43

Président : M. Jérémie BREAUD, MAIRE

**Secrétaire de séance :** Mme Marie BRUNET

**Membres présents : 33**

M. Jérémie BREAUD, MAIRE, M. Marc DUBIEF, Mme Marion CARRIER, Mme Valérie BOULARD, M. Pascal MIRALLES-FOMINE, Mme Isabelle DA SILVA, Mme Evelyne BRUNET, M. Raphaël SULTANA, Mme Nathalie BRAMET REYNAUD, M. Hervé THIBAUD, M. Emmanuel MAILLET, Mme Muriel ROBIC, M. René MAGLIANO, Mme Christiane RIVOIRE, Mme Jacqueline PALLUY, M. Jean-François DELAPIERRE, Mme Françoise KIRASSIAN, M. Stéphane GENIN, M. Albert YOGO, Mme Sonia GRANDSERRE, Mme Anne-Lise LANSIQUE, Mme Maryam EL GUIZANI, M. Stevens BOBI, M. Tarik EZ ZAJJARI, Mme Marie BRUNET, M. Rémi COURT, Mme Anne-Laure BADIN, Madame Claire DURAND MOREL, Monsieur Jean-Pierre ANGOSTO, Madame Stéphanie VELLA, Monsieur Filipe GALVAO, Madame Lucile MOREL, Madame Nesrine MECHKAR

**Membres ayant donné pouvoir : 9**

Mme Martine CHAREYRE pouvoir à M. Jérémie BREAUD, MAIRE

M. Jacques CHAMPIER pouvoir à M. Marc DUBIEF

Mme Linda TABTE pouvoir à M. Raphaël SULTANA

M. Grégory BRUNET pouvoir à M. Tarik EZ ZAJJARI

Mme Sandrine BERTHET pouvoir à M. Pascal MIRALLES-FOMINE

M. Jean-Baptiste DOZOLME pouvoir à Mme Anne-Lise LANSIQUE

M. Fatih DEMIRAY pouvoir à Mme Nathalie BRAMET REYNAUD

M. Djamel BOUDEBIBAH pouvoir à Madame Lucile MOREL

Monsieur Djamel BOUABDALLAH pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ANGOSTO

**Membre absent: 1**

M. François-Xavier PENICAUD

**Délibération n°20221115DEL3**

**VOIRIE CIRCULATION**

**Avis sur le projet de la deuxième étape d'amplification de la Zone à Faibles Emissions Mobilité (ZFE-m) de la Métropole de Lyon aux véhicules particuliers et deux roues motorisés entre 2023 et 2026**

Le 1er janvier 2020, la Métropole de Lyon instaurait une Zone à Faibles Émissions concernant les véhicules utilitaires légers et les poids-lourds destinés au transport de marchandises et équipés des vignettes Crit'Air 3, 4, 5 et non classés.

L'ensemble de ces véhicules a aujourd'hui l'interdiction de circuler ou de stationner à l'intérieur d'une zone comprenant la presque totalité des neuf arrondissements de Lyon, la commune de Caluire et Cuire et les secteurs de Villeurbanne, Bron et Vénissieux situés à l'intérieur du boulevard périphérique Laurent Bonnevay.

Par délibération n° 2021-0470 du 15 mars 2021, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'amplification du dispositif aux véhicules particuliers et deux roues motorisés, tout en indiquant que cela se ferait en deux étapes et en allant au-delà du cadre légal fixé par la Loi Orientation des Mobilités (LOM) de 2019 et la Loi « Climat et résilience » de 2021.

La première étape est entrée en vigueur au 1er septembre dernier avec l'interdiction permanente (24h/24 et 7j/7) faite aux véhicules particuliers et deux roues motorisés équipés de vignettes Crit'Air 5 et non classés, de circuler et stationner dans le périmètre actuel de la ZFE.

La Métropole a également acté une deuxième étape posant l'interdiction progressive de circuler et stationner, de 2023 à 2026, des véhicules classés Crit'Air 4, puis 3, puis 2 sur un périmètre qu'elle avait qualifié de «périmètre central à définir».

Par courrier reçu en mairie le 7 octobre dernier, la Métropole annonce le lancement de cette deuxième étape en indiquant souhaiter conforter les dispositions de la première étape et même les amplifier.

Ainsi, l'actuel périmètre est maintenu sous l'intitulé de «périmètre central» ; il est complété par un «périmètre étendu» qui pourrait comprendre : les secteurs de Villeurbanne, Bron et Vénissieux situés à l'extérieur du périphérique Laurent Bonnevay et les villes de Pierre-Bénite, Saint-Genis-Laval, Oullins, La Mulatière, Sainte-Foy-lès-Lyon, Sathonay-Camp, Fontaines-sur-Saône, Rillieux-la-Pape, Vaulx-en-Velin, Saint-Fons, Chassieu, Saint-Priest, Décines-Charpieu, Mions et Corbas. Les voies rapides métropolitaines (M6/M7, périphérique Laurent Bonnevay) seraient incluses.

Les dispositions annoncées initialement sur le périmètre central sont confirmées avec en point d'orgue, l'interdiction totale de circulation et de stationnement de tous les véhicules au 1er janvier 2026, sauf véhicules classés Crit'Air 1 et 0. Sur le périmètre étendu, l'interdiction toucherait les véhicules classés Crit'Air 5 et non classé au 1er septembre 2024, Crit'Air 4 en 2025 et Crit'Air 3 en 2026.

En application des articles L. 2213-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L. 123-19-1 du Code de l'Environnement, il appartient à la Métropole de Lyon d'organiser une consultation du public et de recueillir l'avis des 59 communes de la Métropole sur ce projet de deuxième étape d'amplification de la ZFE, détaillé dans le dossier de consultation réglementaire comprenant :

- un résumé non-technique ;
- une description des effets de la pollution de l'air sur la santé, les enjeux pour la Métropole et un état des lieux de la qualité de l'air dans la Métropole de Lyon ;
- une description du projet de ZFE lyonnaise et la construction de son amplification ;
- le projet d'amplification : périmètre et calendriers, modalités de mise en œuvre, dispositif d'accompagnement envisagé ;
- l'impact sur le trafic routier et le renouvellement du parc ;
- les bénéfices environnementaux et sanitaires attendus ;
- les effets économiques et sociaux du projet ;
- les solutions de mobilité à l'échelle du territoire ;
- l'évaluation des effets de la mise en œuvre ;

- la description de la procédure de consultation réglementaire ;
- les projets d'arrêtés ;
- une annexe (la Métropole : des territoires aux enjeux de mobilité multiples).

Il est à noter que ce dossier est consultable dans son intégralité en mairie dans le cadre de l'enquête publique.

L'amélioration de la qualité de l'air et de la santé des habitants de la Métropole de Lyon est une priorité.

Les Zones à Faibles Émissions présentent un double objectif: réduire la pollution atmosphérique en limitant la circulation des véhicules les plus polluants tout en favorisant le renouvellement du parc automobile afin de développer la circulation de véhicules propres.

Or, ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de l'exprimer au moment d'émettre un avis sur la première étape, en février dernier, l'exécutif métropolitain, par sa volonté d'accélérer et d'amplifier le processus de ZFE, en allant bien au-delà de la LOM et de la loi Climat et résilience, pose clairement comme objectif principal la réduction de la place de la voiture au sein de la Métropole.

En effet, les dispositions prévues par la loi Climat et résilience imposent des ZFE qui n'interdisent à terme que les véhicules motorisés à quatre roues Crit'Air 3 et plus, et ce, sur un calendrier moins contraignant. Elle n'impose pas non plus une ZFE permanente (24h/24 et 7j/7).

Dans sa sagesse, il importait en effet, pour le législateur, de garantir la progressivité temporelle et spatiale notamment pour laisser aux usagers le temps de s'adapter et d'anticiper le renouvellement de leur voiture ou faire le choix d'utiliser un autre mode de déplacement.

Plus globalement, la motivation principale de la Métropole, telle qu'elle ressort du dossier réglementaire de concertation semble être la disparition de la voiture. Pas plus que lors de la mise en œuvre de la phase 1, les mesures envisagées par la Métropole ne tiennent pas compte de la spécificité de nos territoires, de la réalité de la vie des habitants de la Métropole et des conséquences sociales et économiques qui pèsent ainsi à court terme sur les classes populaires et moyennes, en l'absence trop souvent encore d'alternative possible à la voiture.

Par ailleurs, l'information de l'ensemble de la population reste particulièrement faible et d'une opacité rare. A titre d'exemple, il avait été demandé au Président de la Métropole l'envoi d'un courrier à chaque propriétaire de véhicule afin de l'informer du calendrier prévisionnel d'interdiction avant toute décision définitive. En lieu et place de ce courrier, c'est un flyer que certains ont découvert sur le pare-brise de leur véhicule, si tant est qu'ils aient pris la peine d'y jeter un œil avant de s'en débarrasser. Tout le monde connaît l'efficacité de ce type de communication et surtout ses conséquences sur l'environnement ; rappelons d'ailleurs que le législateur en a considérablement restreint l'usage avec la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage.

Enfin, cette phase 2, qui conforte et amplifie les dispositions de la phase 1, témoigne du peu d'intérêt de l'exécutif métropolitain pour les ménages modestes qui n'auront d'autre choix que de s'endetter pour changer de véhicule, en l'absence d'alternative de transport adaptée.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

**- D'ÉMETTRE UN AVIS** défavorable à ce projet de deuxième étape d'amplification de la Zone à Faibles Émissions (ZFE) de la Métropole de Lyon.

Après délibération, le Conseil Municipal ADOpte A LA MAJORITE le rapport de M. le Maire.

Envoyé en préfecture le 17/11/2022

Reçu en préfecture le 17/11/2022

Publié le



ID : 069-216900290-20221115-20221115DEL3-DE

**Le Maire,**

**Jérémie BREAUD**